



Enquête sur les nouveaux adhérents du PS dans le Finistère

Fin juin, le secrétariat fédéral du Finistère a décidé - à l'unanimité - de lancer une étude par Internet auprès de ses 600 nouveaux adhérents. La référence fut l'enquête conduite par le secrétariat national aux NTIC en mai 2006. Cependant, des questions supplémentaires liées à la future procédure de désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle ont été ajoutées, ainsi que d'autres relatives au vote du projet des socialistes intervenu le 22 juin.

Parmi les 380 adresses électroniques en notre possession, nous avons obtenu 288 réponses, soit un taux de retour de 73 %, ce qui est considérable pour une enquête de ce type. L'essentiel des réponses est parvenu sur trois jours, les 25, 26 et 27 juin.

Voici les réponses, ainsi que les comparaisons avec l'étude menée par le SNTIC.

1 – Pas de spécificité sociologique finistérienne

A l'image des chiffres nationaux, les moins de 45 ans représentent 52 % de l'effectif des répondants. Il est donc probable que l'âge moyen annoncé par le SNTIC de 43.4 ans est proche de celui des nouveaux adhérents du Finistère. De même les hommes sont légèrement sur-représentés dans cet échantillon, puisque seules 26 % des femmes ont répondu (elles étaient 28 % au plan national pour une proportion en réalité de 38 % dans l'effectif de ceux qui viennent de rejoindre le PS).

Au plan socioprofessionnel, 60 % exercent une activité salariée et 25,5 % sont à la retraite. La part des retraités est plus forte qu'au plan national (14 %), ce qui corrobore les grandes tendances de la démographie bretonne marquée par un poids conséquent des plus de 65 ans.

2 – Des primo-adhérents plutôt syndiqués à CFDT

93.4 % n'ont jamais été membres d'un parti avant cette adhésion. 58 % appartiennent à une association, pour l'essentiel culturelle ou sportive (50.5 %) et 30 % sont syndiqués. Ces chiffres sont nettement supérieurs aux chiffres nationaux (35 % de membres d'une association sportive ou culturelle et 25 % de syndiqués). Le choix de l'engagement syndical témoigne aussi de l'influence de la CFDT en Bretagne puisque 34 % des nouveaux arrivants en sont adhérents (contre 23.3 % dans l'enquête nationale). A titre indicatif, ce syndicat revendique dans la région 75 000 membres.

3 – Un lien antérieur avec le PS

55 % des néo-adhérents connaissaient un militant du PS parmi leurs amis et 21 % un élu. Le choix de l'adhésion est donc effectué en toute connaissance de cause, ce que confirme la question sur la motivation puisque 30 % d'entre eux veulent d'abord « défendre des valeurs de gauche ».

Interrogés sur leur future participation à la vie interne du PS, ils déclarent à 47 % avoir l'intention de venir dans les réunions de section, et 21.5 % sont prêts à s'associer à des réunions départementales thématiques. Par contre, les activités plus visibles ou plus contraignantes sont écartées : 8 % seulement

sont disponibles pour des distributions de tracts ou des collages d'affiches et uniquement 2 % accepteraient de faire du porte à porte.

Même les formes de militantisme liées à Internet ne sont pas privilégiées : 7.8 % pourraient participer à l'animation d'un site et moins de 2 % animer un blog. Sur ces deux points, les répondants finistériens s'avèrent nettement moins motivés que ceux de l'enquête nationale qui étaient 17 % à penser « *pouvoir militer par Internet* ».

Par contre, ils sont 60 % à consulter les sites des partis politiques et 40 % des blogs de personnalités, soit à peu près les mêmes réponses qu'au plan national. Et 43 % le font quotidiennement (70 % hebdomadairement).

Ces chiffres ne sont pas éloignés de ceux concernant la presse écrite. 58 % indiquent lire à la fois « *l'hebdo des socialistes* » (qu'ils ne sont que 60 % à recevoir) et « *Cap Finistère* » édité par notre fédération.

4 – Adhérer pour peser

Si l'on écarte la « *défense des valeurs de gauche* » qui reste l'item le plus choisi (29.59 %) mais demeure aussi très généraliste, la motivation principale est la volonté de battre la droite (26.33 %) presque autant que le choix du candidat (21.30 %). A l'évidence, l'adhésion au PS a servi de palliatif à l'absence de primaires telles qu'elles ont pu être organisées en Italie.

Les néo-adhérents ont bien compris que pour peser, il faut adhérer mais il ne s'agit pas pour autant d'une foudrerie. En effet, une question sur le maintien au PS après le vote de la fin de l'année a été ajoutée. Et près de 85 % répondent qu'ils comptent rester même si le candidat désigné n'est pas celui qu'ils avaient choisi.

5 – Peu intéressés par le Projet

L'enquête nationale indiquait que 56 % des néo-adhérents voulaient « *peser dans la préparation du programme présidentiel* ». Un mois et demi plus tard, dans le Finistère, ils ne sont plus que 13.31 % à le revendiquer. Faut-il y voir une satisfaction sur le contenu dudit programme évoqué par la presse dans les jours qui précédaient l'enquête, ou l'indifférence à l'égard d'un texte qui avait été adopté à l'unanimité par le BN au début du mois de juin ? En tout cas, ils ne sont que 44 % à s'être déplacés le 22 juin pour venir voter. Là encore, était-ce un choix ou cela découlait-il du fait qu'ils ignoraient les modalités pour le faire ? Difficile à dire.

Néanmoins, 60 % ont été reçus par le responsable local du PS depuis leur adhésion, mais seuls 40 % portent un jugement positif sur cette rencontre (25.81 % l'estiment « *intéressante* » et 14.19 % « *constructive* »). En regard, 38 % furent déçus et 22 % n'ont pas d'avis...

A souligner, pour mesurer le degré de notre responsabilité collective dans l'accueil de ces nouveaux adhérents, que 40 % d'entre eux n'ont pas été contactés par leur section locale, en dépit des incitations de la fédération, mais 93 % de ceux-ci n'ont pas pour autant relancé le PS pour s'en inquiéter.

6 – Une confrontation interne attendue

86 % sont favorables à des débats contradictoires à l'intérieur du PS et 71 % pensent qu'ils doivent se dérouler en public. Si tel était le cas, ils seraient 76.5 % à avoir l'intention d'y assister. Et si ces débats étaient diffusés sur une chaîne qu'ils ne reçoivent pas (type « *la chaîne parlementaire* » ou « *Public Sénat* »), ils sont 55.17 % à penser qu'ils se déplaceraient dans un local du PS si l'émission y était retransmise. Enfin, 79.6 % estiment même que la fédération doit prendre l'initiative d'organiser des débats locaux avec des représentants des candidats.

Les néo-adhérents ont aussi été interrogés sur les thèmes autour desquels les candidats à l'investiture devraient débattre. Un tiercé se dégage nettement : d'abord l'emploi, puis l'éducation et enfin la protection sociale. Soit exactement les sujets classés comme prioritaires pour le PS par les interviewés de l'enquête nationale¹.

Viennent ensuite, mais avec un net décrochage, l'environnement, la réforme des institutions, la construction européenne et la lutte contre les discriminations. Les dernières places sont occupées par la sécurité des biens et des personnes, la famille et la réforme de la justice.

7 – Une préférence pour un candidat plutôt qu'un choix définitif

67.5 % des répondants à l'enquête savent pour qui ils comptent voter lors de la désignation du candidat à la Présidentielle, mais pour 52 % d'entre eux, cette conviction n'est pas encore figée. Ils peuvent donc en changer mais ils ne le feront pas en fonction des sondages. Ainsi 73 % indiquent qu'ils ne sont pas « *sensibles à ces études d'opinion* » même si – paradoxe – ils pensent à près de 65 % qu'elles influenceront le vote des adhérents... L'enfer, c'est toujours les autres !

A l'analyse précise des intentions, les partisans de Ségolène Royal sont ceux dont la décision est la plus ferme puisque 68% se sentent sûrs de leur choix. Par contre, ceux qui sont certains de choisir DSK ne sont que 36 %, 44 % estiment qu'ils pourraient modifier leur vote et 20 % ne se prononcent pas.

8 – Un décalage entre la prévision et le souhait

Pour 53.8 % des répondants, Ségolène Royal sera désignée en novembre par les adhérents du PS mais ils ne sont que 43 % à avoir l'intention de voter pour elle.

La députée des Deux-Sèvres caracole donc seule en tête de la prévision, loin devant Dominique Strauss Kahn, qui n'obtient que 10.6 % de pronostics favorables. Et encore devance-t-il aisément Martine Aubry (7.69 %) ou Lionel Jospin (3.21 %)² ! A noter que 19.5 % des répondants ne veulent pas se prononcer.

A la même période, les sondages indiquaient qu'avec 67 % d'opinions favorables³ et une progression de 2 points par rapport au mois précédent, Ségolène Royal battait des records de popularité et conservait la tête du classement du palmarès des personnalités politiques préférées des Français. Ses déclarations polémiques qui ont suscité de vives réactions au sein du parti et l'opposition d'une partie

¹ Le libellé des deux questions était différent. Dans l'enquête nationale, il était demandé « *quels sont parmi les sujets suivants, ceux que vous considérez comme les plus prioritaires par le PS ?* » alors que dans le questionnaire finistérien, la question était « *quels sont parmi les sujets suivants, ceux que vous aimeriez voir développer par les candidats à l'investiture ?* ».

² Viennent ensuite Jack Lang (2.56 %), Laurent Fabius et François Hollande (1.3 %), Arnaud Montebourg (0.4).

³ Sondage IPSOS pour Le Point, du 9 et 10 juin 2006.

conséquentes des sympathisants socialistes⁴ ne semblent donc pas pour autant avoir contribué à altérer la conviction des néo-adhérents. Est-ce parce qu'elle suscite l'espoir que sa popularité progresse ou l'inverse ?

Pour l'intention de vote, l'écart est plus resserré avec 17.3 % des répondants qui ne savent pas encore. Ségolène Royal est choisie par 42.95 %, Dominique Strauss-Kahn par 21.38 %, Arnaud Montebourg par 6.41 %, Martine Aubry, Lionel Jospin et Jack Lang par 3.21 %, Laurent Fabius et François Hollande par 1.3 %.

Ce résultat est très différent de celui obtenu par CSA interrogeant l'ensemble des Français sur « *la personnalité qu'ils préféreraient voir désignée par le PS en vue de l'élection présidentielle* »⁵. Si Ségolène Royal rassemblait pareillement 42 % des vœux, c'est Lionel Jospin qui arrivait en seconde position avec 22 %, Dominique Strauss-Kahn avec 13 %, Jack Lang et Laurent Fabius 12 % et enfin François Hollande avec 3 %. 25 % des sondés refusaient toutes ces possibilités.

Il faut encore rapprocher ces chiffres de ceux de l'étude conduite par l'IFOP auprès des « *sympathisants socialistes* »⁶ pour mesurer la singularité de l'enjeu interne de l'automne prochain. 50 % répondent souhaiter que le PS désigne Ségolène Royal, 14 % Lionel Jospin, 9 % Jack Lang, 8 % Dominique Strauss-Kahn, puis 6 % Bernard Kouchner, 3 % Laurent Fabius, François Hollande et Martine Aubry.

Comme l'a un jour dit Jean D'Ormesson « *je me suis toujours méfié de trois choses : la météo, la Bourse, les sondages. En gros, elles fonctionnent très bien. Dans le détail, c'est plus risqué* ».

9 – Un souhait d'être régulièrement consulté

92.7 % des répondants accepteraient de continuer à répondre à ce genre d'enquête durant l'automne, c'est-à-dire durant la période de désignation du candidat.

Jean-Jacques Urvoas
Premier secrétaire fédéral
Août 2006.

⁴ Sondage IPSOS pour Le Monde et la Chaine Parlementaire, 2 et 3 juin 2006, 48 % électeurs du PS estimaient avoir le sentiment qu'en faisant ses propositions en matière de lutte contre la délinquance, Ségolène Royal s'écartait des valeurs de gauche.

⁵ Sondage CSA pour Le Parisien-I Télé, 29 juin 2006.

⁶ Sondage IFOP pour Le Journal du Dimanche, échantillon de 690 sympathisants du PS extraits de deux échantillons de 1919 personnes représentatif de la population française âgées de 18 ans et plus, 22-30 juin 2006.